



Climat

Notre forêt peut nous sauver

La forêt déploie ses effets à l'échelle globale en captant le carbone de l'atmosphère et en l'absorbant dans le bois. Mais attention, en cas de coupe, le bois et les sols relarguent le CO₂. PHOTO ARCHIVES LAURENT THEILLET/« SUD OUEST »

NOUVELLE-AQUITAINE

Avec 2,8 millions d'hectares de forêt, la région dispose d'un atout maître pour participer à la lutte contre le bouleversement climatique. Le Giec vient de souligner le rôle crucial des forêts en la matière

Le fait du jour

La forêt, fragile alliée d

RAPPORT DU GIEC Les experts du climat ont publié hier un rapport consacré à l'impact de l'utilisation des terres sur le réchauffement. À l'échelle de la région, le rôle de la forêt est essentiel

Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

Si l'on ne se contente pas de parler de la forêt (lire ci-contre), le rapport spécial du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), en souligne l'importance cruciale. La forêt est capable d'atténuer le réchauffement climatique. Localement, elle préserve l'humidité des sols et régule le cycle de l'eau. Elle déploie ses effets à l'échelle globale en captant le carbone de l'atmosphère – le CO₂, le principal des gaz à effet de serre – et en l'absorbant dans le bois.

« En moyenne, dans la forêt landaise, un hectare de forêt va stocker 30 tonnes de carbone dans la biomasse. Il faut y ajouter le carbone stocké dans le sol. On peut l'évaluer dans une fourchette de 60 à 80 tonnes par hectare de forêt », risque

« Il ne faut pas croire qu'on va résoudre le problème du climat en plantant des arbres » (Xavier Morin)

De solution, la forêt peut aussi se transformer en problème climatique. La déforestation altère son rôle de « puits de carbone ». Le bois et les sols relarguent celui-ci en cas de coupe. « Si on remplace le pin par du maïs, le sol aura perdu entre le quart et le tiers du carbone qu'il contient au bout de vingt ans. La clé, c'est de ne pas manipuler les sols pour laisser l'humus intact », ajoute le chercheur.

Les désordres liés au réchauffement du climat – vagues de chaleur, sécheresse, maladies, incendies – attentent eux aussi à l'efficacité du puits de carbone forestier. Ils altèrent la croissance des arbres, quand ils ne les font pas dépérir et mourir. Selon des études concordantes, les forêts tropicales pourraient émettre plus de carbone qu'elles n'en captent si les températures s'élevaient nettement d'ici la fin du siècle.

La première région boisée

La Nouvelle-Aquitaine est en plein dans le sujet. Région la plus boisée de France avec 2,8 millions d'hectares forestiers, elle dispose d'un atout maître pour participer à la lutte contre le bouleversement climatique. Sur l'autre plateau de la balance, 28 % des émissions de gaz à effet de serre – ceux qui provoquent

le réchauffement – sur son territoire proviennent de l'usage des sols, en premier lieu l'agriculture, l'exploitation forestière et l'urbanisation. À l'échelon planétaire, c'est 24 %.

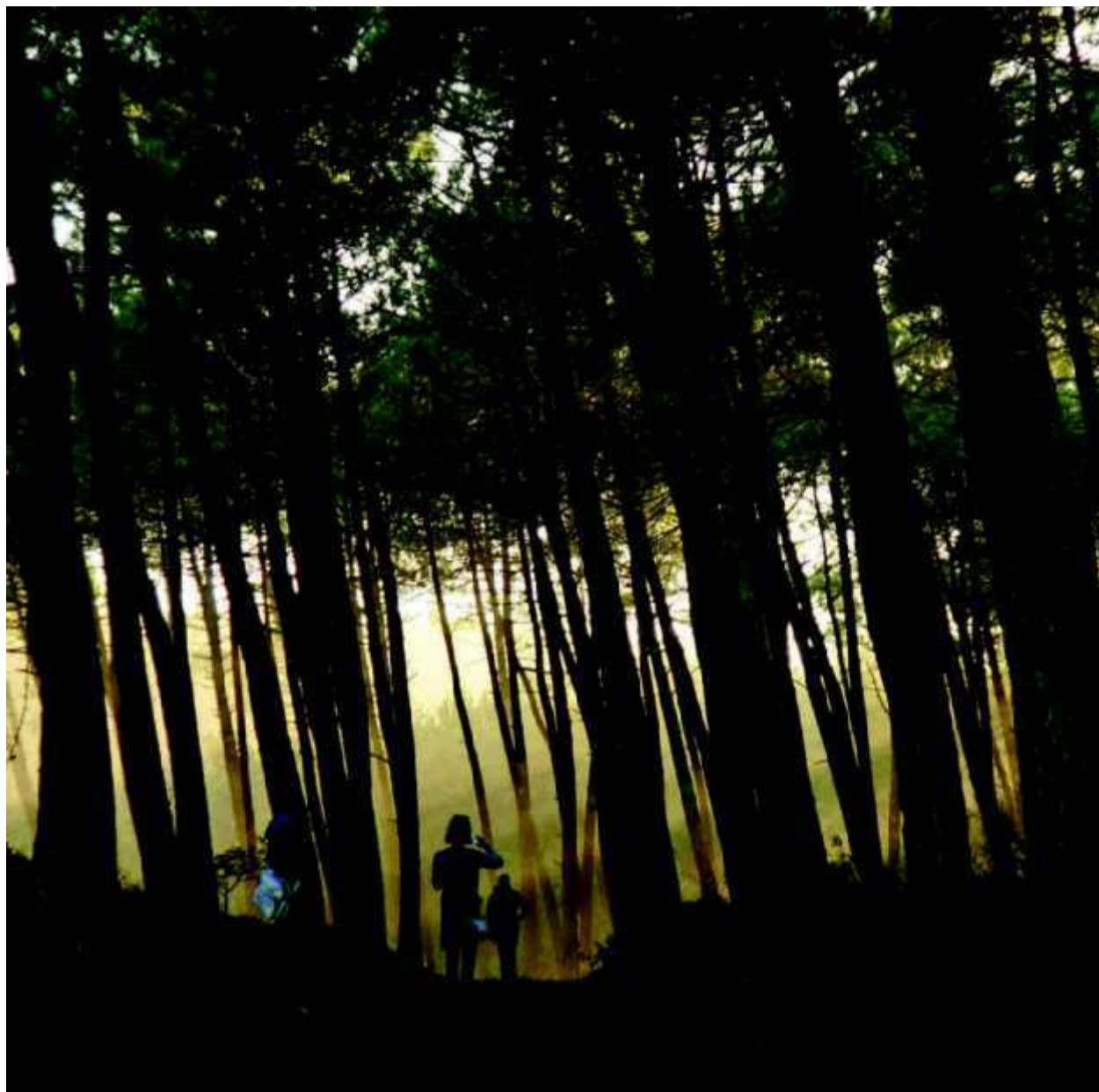
Président du Syndicat des sylviculteurs du Sud-Ouest, qui regroupe six mille professionnels, Bruno Lafon estime que cette double problématique passe trop souvent sous les radars. « Même chez les sylviculteurs, il y a des gens qui ne réalisent pas la place centrale de la forêt dans la lutte pour le climat », déplore-t-il. Ce sera le thème de la prochaine assemblée générale du mouvement, le mois prochain.

Malgré tout, la question infuse dans les consciences. Ne serait-ce que par les soucis corollaires au réchauffement : le possible manque d'eau, qui amoindrirait les rendements à l'avenir, et l'apparition de nouveaux ravageurs. « On continue à croire à l'avenir de la forêt dans la région. On l'a prouvé en replantant après la tempête Klaus de 2009 : 210 000 ha sur 230 000 détruits. Dans le même temps, les pouvoirs publics nous envoient des messages contradictoires. Il est plus facile de remplacer la forêt par des panneaux photovoltaïques que d'en poser sur d'anciennes soumissions dans les communes soumises à la loi Littoral », peste-t-il.

Planter mieux à l'avenir ?

Dans la région comme ailleurs, l'optimisation du puits de carbone forestier passe aussi par une réflexion sur sa gestion. La France n'est pas en butte à la déforestation, bien au contraire. Sur les reliefs accidentés, la déprise agricole a rendu des espaces à la forêt. « Mais dans notre pays, le problème n'est pas tant de planter plus que de planter mieux », avance Xavier Morin, le président de Canopée-Forêts Vivantes, une association qui se bat pour une gestion écologiquement responsable des forêts.

Également chercheur au CNRS (à Montpellier) dans le domaine forestier, Xavier Morin souligne que la monoculture du pin rend la forêt moins résiliente dans l'optique d'un changement climatique d'ampleur. Un avis que partage la communauté scientifique. Il évoque la nécessité de multiplier les arbres en ville, une évidence lors des épisodes de canicule. Mais, en milieu urbain comme rural, « il ne faut pas faire croire aux gens qu'on va résoudre le problème du climat en plantant des arbres. On n'y parviendra jamais sans réduire notre usage des combustibles fossiles », avertit-il.



Les désordres liés au réchauffement du climat – vagues de chaleur, sécheresse, maladies, incendies – attentent eux aussi à l'efficacité du puits de carbone forestier.

L'enjeu planétaire de la jung

BRÉSIL Menacée, l'Amazonie joue un rôle climatique essentiel

Ricardo Galvao a accédé à une notoriété internationale dont il se serait bien passé. Directeur de l'Institut de recherche spatiale (INPE) au Brésil, il a été sèchement limogé, il y a une semaine. Son crime ? Avoir publié les chiffres de la déforestation, un phénomène que l'INPE surveille en continu.

Selon les données de l'agence qu'il dirigeait, elle a bondi de 67 % au cours des sept premiers mois de l'année. Près de 4 700 km² de forêt tropicale ont disparu. Le mois dernier, la destruction de la forêt amazonienne a galopé à un rythme trois fois supérieur à celui de juillet 2018. 65 % de ses quelque 5,5 millions de km² sont sous pavillon brésilien.

Courroucé par ces révélations, le président Jair Bolsonaro a décidé de casser le thermomètre en renvoyant Ricardo Galvao. Les chiffres divulgués font mauvais genre, quelques jours après l'annonce d'un ac-

cord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) qui suscite l'émoi. La forêt amazonienne est au cœur d'un enjeu climatique à l'échelle continentale et mondiale. Elle stocke le carbone atmosphérique dans les milliards d'arbres qui composent sa trame et elle régule le cycle de l'eau.

La loi de l'agrobusiness

Élu en octobre dernier, Jair Bolsonaro n'a jamais fait mystère de sa proximité avec les grands propriétaires terriens. Ceux-ci ont un intérêt immédiat à abattre la forêt : étendre la superficie des cultures de soja et des pâturages dévolus à l'élevage bovin. Le Brésil est le deuxième producteur mondial de viande bovine. Quant aux tourteaux de soja brésiliens, ils nourrissent pour une large part les bovins... européens.

La déforestation amazonienne ne date pas d'hier. « On en parle

beaucoup à cause des formules à l'emporte-pièce de Bolsonaro mais elle était d'une autre ampleur dans les années 1980. On défrichait au rythme de 20 000 km² par an. Le Brésil était alors en pleine croissance démographique, il envoyait ses jeunes et ses paysans pauvres du Nordeste vers l'Amazonie. 50 000 familles de colons se sont installées le long de la Transamazonienne », rappelle la géographe Martine Droulers, directrice de recherche émérite au CNRS et autrice d'« Amazonie, vers un développement durable ? » (Armand Colin, 2004).

L'évolution des consciences

Dans les années 1970, le percement d'est en ouest de la route transamazonienne a ainsi servi de tremplin au saccage forestier. Celui-ci avait très nettement décliné ces vingt dernières années, sous les présidences de Fernando Henrique Cardoso

ans la lutte climatique



QU'EST-CE QUE LE GIEC ?

« Giec », l'acronyme est devenu familier. Trente ans après sa naissance, en 1988, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a notamment fait grand bruit en octobre dernier avec son rapport sur les conséquences mondiales d'une élévation des températures de 1,5 °C (par rapport à l'ère préindustrielle), qui lui avait été commandé lors de la COP 21 de 2015 à Paris.

Le Giec avait publié cinq autres grands rapports d'évaluation en 1990, 1995, 2001, 2007 et 2014, rituellement accompagnés d'un « résumé à l'intention des décideurs » – c'était encore le cas, hier (lire par ailleurs). Le document présenté hier est le deuxième d'une série de trois « rapports spéciaux », après celui de l'an dernier sur le réchauffement et avant celui sur les océans et la cryosphère (banquise, glaciers, calottes polaires) attendu fin septembre, pour le sommet sur le climat de l'ONU, à New-York.

Créé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et par l'Organisation météorologique mondiale, le Giec est un organe scientifique qui éclaire ses 195 États membres sur la réalité et les conséquences des bouleversements climatiques en coordonnant de longs travaux de synthèses et passant au crible des milliers d'études scientifiques et d'expertises. Ces diagnostics n'ont jamais été démentis depuis le premier rapport de 1990. Le Giec a été lauréat du prix Nobel de la paix en 2007.



L'élevage intensif de bovins contribue largement à aggraver le réchauffement climatique. ARCHIVES AFP

L'alimentation en question

Demain, il faudra être capable de nourrir une population grandissante tout en luttant contre le réchauffement climatique

Nourrir correctement les milliards de Terriens ou lutter contre le réchauffement climatique ? Le Giec a esquissé hier des pistes pour ne pas être un jour confronté à ce dilemme et a appelé à agir vite. Les humains ont dégradé un quart des terres émergées – érosion des sols, désertification, déforestation, perte de biodiversité... – et le changement climatique accentue cette pression. Ce mélange explosif représente une menace pour la sécurité alimentaire d'une population grandissante, de près de 8 milliards d'individus.

« La pression humaine sur les terres grandit, les terres font partie de la solution mais ne peuvent pas tout », a résumé devant la presse Debra Roberts, coprésidente du groupe des experts climat de l'ONU. Le système alimen-

taire dans son ensemble génère « jusqu'à un tiers de nos émissions » de gaz à effet de serre, a souligné Eduardo Calvo Buendia, coprésident du Giec. Et des pratiques agricoles trop intensives peuvent appauvrir les sols. Le temps est compté, alors que le réchauffement des terres émergées atteint déjà 1,53 °C, le double de la hausse globale (océans compris), selon le rapport.

Trop de nourriture gaspillée

La marge est étroite si l'on veut à la fois contenir le réchauffement et ses effets dévastateurs sur les terres et nourrir convenablement une population, qui pourrait dépasser 11 milliards d'individus à la fin du siècle. Le Giec a élaboré différents scénarios pour limiter le réchauffement à 1,5 °C ou bien en dessous de 2 °C par rapport à la période préindustrielle. Ils incluent des mesures d'atténuation basées sur les terres et des changements d'usage, combinant boisement, reboisement, une déforestation réduite et des bioénergies. Les scénarios nécessitant

d'importantes conversions de terres (reboisement pour capturer du CO₂, champs dédiés aux bioénergies...) pour lutter contre le réchauffement pourraient avoir « des effets secondaires indésirables » : désertification, dégradation des terres, insécurité alimentaire... Tout est une question d'échelle.

Pour le Giec, des solutions existent du côté du système alimentaire et des habitudes de consommation. Actuellement, de « 25 à 30 % de la production totale de nourriture est gaspillée », souligne-t-il, alors qu'environ 820 millions de personnes souffrent de la faim. Si, dans les régions pauvres, l'apport en protéines animales est parfois insuffisant, dans les pays riches, il peut dépasser les recommandations nutritionnelles, avec 2 milliards d'adultes en surpoids ou obèses. Le rapport souligne l'intérêt pour l'environnement et la santé de régimes moins riches en viande (lire ci-dessous) mais « le Giec ne prescrit pas les régimes des gens », a insisté son coprésident, Jim Skea.

le amazonienne



Déforestation illégale dans l'état de Para, au nord du Brésil. AFP

puis de Lula. Son étiage s'est situé autour de 5 000 km² défrichés chaque année. Sa vigueur retrouvée est maintenant entravée par une forte conscience civique que l'élection de Bolsonaro n'a pas dissipée.

« Les Brésiliens ont pleinement conscience de la valeur de leur forêt sur pied. Même si le lobby de l'agrobusiness est très puissant, les

mentalités ont évolué. L'éducation à l'environnement s'est propagée dans les écoles – en Amazonie y compris – et les politiques de protection de l'Amazonie sont solides. 50 % de sa superficie bénéficie aujourd'hui d'un statut de protection qu'il ne sera pas si facile de balayer », relativise Martine Droulers.

J.D.R.

Demain, tous végétariens ?

De précédents travaux scientifiques concluent sans ambiguïté que la production de viande, via l'élevage intensif, a plus d'impacts environnementaux que celle d'autres produits alimentaires. « Il est évident que réduire la demande en viande est un moyen important de diminuer l'impact environnemental du système alimentaire », a rappelé hier un spécialiste britannique, le professeur Alan Dangour, en réagissant à une étude concomitante au rapport du Giec. Pour autant, le Giec se garde bien d'écrire noir sur blanc qu'il faut réduire la consommation de viande.

En mentionnant des régimes faisant la part belle aux céréales, aux légumes ou aux fruits à coque, le Giec s'inscrit dans la continuité de plusieurs recommandations récentes. En janvier, un rapport coréalité par la revue médicale « The Lancet » et

l'ONG Fondation EAT préconisait une « transformation radicale » : diviser par deux la consommation mondiale de viande rouge et de sucre et doubler celle des fruits, des légumes et des fruits à coque.

Selon ces spécialistes, le régime quotidien idéal serait 300 grammes de légumes, 200 de fruits, 200 de céréales complètes, 250 de lait entier, mais seulement... 14 grammes de viande rouge, soit dix fois moins qu'un steak classique. Les protéines pourraient également provenir des volailles, du poisson, des œufs ou des fruits à coque.

Un changement des habitudes alimentaires ne pourra se faire de façon uniforme partout. Par exemple, l'apport en protéines animales est parfois insuffisant dans les pays pauvres, mais trop important dans les pays riches d'Europe et d'Amérique.